

14,50/20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : complémentaire, 2^e grade

Epreuve : Droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le respect des droits et libertés que la Constitution garantit

Afin de répondre à une revendication ancienne des justiciables, la Constitution du 4 octobre 1958 a été révisée en 2008 afin de permettre à tout justiciable de contester, en soulevant une question prioritaire de constitutionnalité (QPC), la conformité d'une disposition législative aux "droits et libertés que la Constitution garantit" (art. 61-1 de la Constitution). Depuis l'entrée en vigueur de la procédure de QPC en 2010, cette formule des "droits et libertés que la Constitution garantit" est devenue un standard des décisions du Conseil constitutionnel, qu'il paraît opportun d'examiner avec attention. En effet, cette formule resterait incantatoire si les contours de ces droits et libertés n'étaient pas définis et si le respect de ces droits et libertés n'était pas assuré par un contrôle juridictionnel effectif.

La notion de "garantie" ne peut être comprise, en l'occurrence, que comme posant la condition que les droits et libertés soient juridiquement consacrés par une norme de valeur constitutionnelle, qui constitue la valeur la plus élevée au sein de l'ordre normatif de la V^e République.

La notion de respect renvoie quant à elle à l'effectivité de ces droits et libertés, c'est-à-dire à la possibilité pour les citoyens d'empêcher ou de

N°

1.18.

faire sanctionner leur violation.

Il s'agit donc bien de tracer les contours des droits et libertés garantis par la Constitution, au tout moins d'égale valeur, (I), avant d'en apprécier l'efficacité au regard du contrôle juridictionnel exercé sur le respect de ces droits et libertés (II).

I. Les contours des droits et libertés garantis par la Constitution

Les droits et libertés garantis par la Constitution doivent s'entendre de l'ensemble des libertés publiques consacrées par le "bloc de constitutionnalité" (A.), dont la diffusion dans l'ensemble de notre système juridique est assurée par l'effet des deux principes fondamentaux que sont le respect de la hiérarchie des normes et le principe de l'égalité (B.).

A. Les libertés publiques consacrées par le "bloc de constitutionnalité"

Lorsque l'on s'intéresse aux droits et libertés que la Constitution garantit, il convient d'entendre le mot "Constitution" de manière large dans la mesure où le Conseil d'Etat en 1960 (décision "Société Eky") et le Conseil constitutionnel le 16 juillet 1971 (Liberté d'association) ont conféré une valeur normative égale à celle de la Constitution à l'ensemble des textes auxquels renvoie le préambule de la Constitution de 1958. Font ainsi partie du bloc de constitutionnalité, outre le texte de la Constitution, le préambule de la Constitution de 1946 (IV^e République), la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789, la Charte de l'environnement de 2004 et les "principes fondamentaux reconnus par les lois de la

République ("PFRLR"), qui sont des principes que le Conseil constitutionnel tire de la tradition républicaine incarnée par des lois emblématiques. Chacune de ces sources normatives protège juridiquement une ou plusieurs libertés publiques.

Ainsi, le préambule de la Constitution de 1946 a servi de fondement à la reconnaissance du caractère constitutionnel du droit de grève (C. const., 1979, Droit de grève à la radio et à la télévision).

La Déclaration des droits de l'homme de 1789 est une source particulièrement féconde de libertés publiques, puisqu'elle consacre notamment le droit à la sûreté, la liberté d'aller et venir, le droit de propriété.

Les dispositions de la Charte de l'environnement sont de moindre importance à cet égard, puisque la possibilité de les invoquer a longtemps été restreinte à l'article 5 relatif au principe de précaution.

Les PFRLR sont à l'inverse à l'origine de la "constitutionnalisation" de nombreux droits et libertés publiques, dont on peut citer l'égalité devant les charges publiques, le principe de contradiction (C. const. 1989, Loi de finances pour 1990), la liberté d'association et le droit de grève (décisions précitées) et l'indépendance de la juridiction administrative (C. const., 1980, Loi de validation).

Enfin, bien que la Constitution du 4 octobre 1958 ait pour vocation essentielle d'organiser les relations et de fixer les attributions des pouvoirs exécutif et législatif et de l'autorité judiciaire, il consacre également certaines libertés publiques, telles que le droit des partis politiques à participer à l'expression du suffrage (art. 4), le droit d'asile (art. 53-1), la liberté individuelle (art. 66) et la libre administration des collectivités locales (art. 72).

Les droits et libertés consacrés par le bloc de constitutionnalité irriguent l'ensemble de notre ordre juridique pour l'effet conquis des sujets de la hiérarchie des normes et du principe de légalité.

B. La diffusion dans notre système juridique des libertés publiques consacrées par le bloc de constitutionnalité

La valeur constitutionnelle reconnue aux libertés publiques consacrées par le bloc de constitutionnalité serait privée de toute portée pratique si, d'une part, les normes inférieures pouvaient s'en affranchir et, d'autre part, si les autorités publiques n'étaient pas elles-mêmes tenues de respecter les normes reconnues à la Constitution.

C'est pour cette raison qu'en application du respect de la hiérarchie des normes, toute norme juridique doit être conforme à la plus élevée d'entre elles, la norme constitutionnelle. Il en résulte que la consécration d'un droit ou d'une liberté par une norme constitutionnelle a pour effet mécanique de rendre le respect de ce droit ou de cette liberté obligatoire pour l'ensemble des normes juridiques. Ainsi, la ratification d'un traité contraire à la Constitution n'est admise qu'à la condition que la Constitution soit révisée afin d'être rendue compatible avec le traité. (art. 54 de la Constitution).

Le respect de la hiérarchie des normes est prolongé par le principe de légalité, en vertu duquel l'Administration doit, dans l'exercice de ses prérogatives de puissance publique, se conformer à l'ensemble des normes de valeur législative ou supérieure. Il en résulte que les actes administratifs unilatéraux sont, quelle que soit leur nature (règlement ou acte individuel) ou leur forme (décret, arrêté, circ-

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : complémentaire, 2^e grade

Epreuve : Droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



laire à caractère réglementaire), soumis au respect des droits et libertés que la Constitution garantit. On doit toutefois observer la persistance d'un obstacle à la pleine application du principe de l'égalité constitutionnelle par la théorie dite de la "loi-écran". Sur ce fondement, le Conseil d'Etat refuse de contrôler la conformité à une disposition constitutionnelle d'un acte administratif par ailleurs conforme à la loi en application de laquelle il a été pris. Par suite, un acte administratif contraire à un droit ou liberté constitutionnel peut survivre dans notre ordre juridique dès lors qu'il est conforme à une loi dont l'inconstitutionnalité n'a pas été prononcée.

Ces droits et libertés couverts par le bloc de constitutionnalité et diffusés dans notre ordre juridique par le respect de la hiérarchie des normes et le principe de l'égalité devant leur effectivité au fait que leur violation peut être sanctionnée à l'occasion d'un contrôle juridictionnel.

N°

518

II. Le contrôle judiciaire du respect des droits et libertés que la Constitution garantit

Le contrôle judiciaire des droits et libertés garantis par la Constitution est pleinement assuré par le Conseil constitutionnel, assisté par la Cour de cassation et le Conseil d'Etat (A), bien que certaines insuffisances puissent être relevées (B).

A. Le contrôle ^{entier} exercé par le Conseil constitutionnel

Constitutionné par les rédacteurs de la Constitution de 1958 dans un rôle de protection du domaine des règlements "autonomes" (art 37) contre les intrusions du législateur, le Conseil constitutionnel a vu son rôle de gardien de la Constitution, et en particulier des droits et libertés qu'elle garantit, prendre une ampleur spectaculaire en quelques dizaines d'années, au point que peu lui contestent encore la qualité de juridiction, malgré le caractère politique de la désignation des "neuf sages" de la rue Cambon.

Cet essor a été rendu possible par deux révisions constitutionnelles majeures : d'une part, l'ouverture à 60 députés ou 60 sénateurs de la possibilité de déférer une loi au Conseil constitutionnel avant sa promulgation, permettant à l'opposition, dès 1974, de contester la constitutionnalité des lois adoptées par la majorité en concertation avec le Gouvernement ; d'autre part, l'introduction par la réforme de 2008 précitée de la procédure de QPC, qui permet à tout citoyen, à l'occasion d'un litige, de contester une disposition législative sur le fondement de la Constitution (et, plus largement, du bloc de constitutionnalité). Ainsi, les droits et libertés consacrés par la Constitution peuvent désormais être invoqués aussi bien a priori, avant l'entrée en vigueur de la loi

qui, par hypothèse, violerait ces droits et libertés, qu'a posteriori, à l'occasion d'une QPC. Les QPC n'ont pour but de diriger les manœuvres dilatoires mais sont de nature à permettre l'acceptation de la majorité des questions : il suffit en effet que la question soit nouvelle, sérieuse et qu'elle porte sur une disposition applicable au litige. La question est renvoyée par le juge du fond au Conseil d'Etat ou à la Cour de cassation qui vérifie à nouveau le respect de ces conditions avant de renvoyer la question, le cas échéant, au Conseil constitutionnel.

L'importance que revêt la procédure de QPC dans le contrôle du respect des droits et libertés, garantie par la Constitution est attestée par le retentissement des décisions rendues par le Conseil constitutionnel saisi de QPC relatives à des mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence sur le fondement de la loi de 1955 modifiée. Il a notamment, dans une décision Cédex D. du 22 décembre 2015, jugé que l'assignation à résidence décidée par le Ministre de l'Intérieur n'était pas constitutive d'une mesure privative de liberté dès lors que ~~cette~~ la durée de cette assignation était limitée par la loi à 12 h par période de 24 h.

La plénitude du contrôle exercé par le Conseil constitutionnel n'empêche pas certaines atteintes aux droits et libertés garantis par la Constitution de rester sans réponse juridictionnelle.

B. Les limites du contrôle juridictionnel.

Échappent encore à tout contrôle juridictionnel les actes de Gouvernement, qui s'entendent des actes intégrant les relations entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif ainsi que les relations

diplomatiques. Malgré le recul de cette notion du fait de la théorie des actes détachables, il résulte de l'arrêt Rubin de Sereus (1962) que les mesures prises par le président de la République ou le parlement de l'article 16 de la Constitution sont soustraits à tout contrôle juridictionnel, y compris du Conseil constitutionnel lorsque ces mesures sont prises dans le domaine de la loi (art. 39).

Par ailleurs, le contrôle du Conseil constitutionnel souffre encore de l'absence de tout contrôle a posteriori par voie d'action. Ces tentatives de révision constitutionnelles faites en ce sens ayant échoué. Corrélativement, le contrôle du principe de l'égalité par le Conseil d'Etat, dont on a vu l'importance dans la diffusion des droits et libertés reconnus par la Constitution, souffre de l'exigence d'un intérêt à agir pour l'admission de la recevabilité du recours pour excès de pouvoir. Cette exigence pourrait, selon certains auteurs, être supprimée sans dommage pour la bonne administration de la Justice.